# dicale Unitai



**CAEN PIC** LA POSTE DISPENSE DE TIMBRAGE

Déposé le 18/10/2023

**Sommaire** 

Page 2:

Rentrée : 1er et 2nd degré Page 3:

Encart SFR **P1** 

Page 4:

Encart SFR **P2** 

Page 5:

Encart SFR

**P3** 

Page 6:

Encart SFR

**P4** 

Page 7:

VISA - AESH

Page 8:

Stage FSU-Normandie

## Sortir de l'impasse!

Personnels sous-payés, déconsidérés dans leurs missions au service de l'intérêt général, précarisés dans leurs conditions de vie et d'emploi, ce constat est largement partagé par chacun-e d'entre nous. Les années de gel de la valeur du point d'indice et le refus de revalorisation des grilles indiciaires ont dégradé les rémunérations, tassé les déroulements de carrière et nourri les inégalités entre les hommes et les femmes.

Les revalorisations consenties, l'ont été au coup par coup, métier par métier, sans vue d'ensemble, essentiellement par l'octroi de primes et d'indemnités. Conçues comme des outils de management, ces compléments ont cherché à masquer le dévissage des rémunérations de la Fonction publique par rapport à l'évolution générale des salaires. En effet, entre 2009 et 2020, les salaires ont augmenté globalement de 7,8 % (0,7 % par an en moyenne) dans le secteur privé contre 1 % (0,1 % par an en moyenne) dans la Fonction publique. Le contexte fortement inflationniste, aggravé par les derniers développements dramatiques de l'actualité internationale (+4,8% en août, 11,1% pour les produits alimentaires, soit 21% en deux ans) rend caduque ces revalorisations partielles et ne compense plus le rythme actuel d'augmentation du coût de la vie. Du reste, les premiers indices des catégories C et B ont du mal à rester au-dessus du niveau du SMIC.

La FSU se bat pour sortir de cette impasse et veut gagner un changement de la politique salariale. Il y a urgence à réparer les carrières saccagées par le gel de la valeur du point d'indice pour redonner du sens à notre engagement et enrayer la crise des vocations.

<u>- 12 rue du colonel RÉMY, 14000 CAEN</u> \_e numéro : 0,30 € - Abonnement : 20

'rimestriel - Octobre-Novembre-Décembre - n° 147

<u> Iuméro de CCPAP : 0126 S 07616</u>

.../...

.../...

Assurément, les salaires seront l'un des enjeux de cette année scolaire. La FSU revendique une revalorisation du point de 10 % tout de suite, son indexation sur l'inflation, couplée à une mesure d'ajout uniforme de points sur l'ensemble de la grille indiciaire. Il s'agit aussi d'engager des discussions avec le gouvernement pour une refonte des grilles pour des carrières revalorisées. Avec l'intersyndicale interprofessionnelle, une nouvelle fois au complet, les agent-es mobilisé-es le 13 octobre ont porté la voix de la fonction publique et de ses personnels. Les services publics sont une richesse pour toutes et tous!



Jérôme Adell

# Premier degré : des moyens et une autre ambition sont nécessaires

A lors que l'attractivité du métier enseignant (plus de 3000 postes non pourvus aux concours 2023) est le sujet majeur depuis plusieurs années maintenant, il est urgent de prendre des mesures pour donner enfin à l'école les moyens de fonctionner. Cela passe notamment par une réelle revalorisation des professeurs des écoles. Les mesures actées pour la rentrée ne compensent pas les pertes cumulées de pouvoir d'achat. En effet, le pacte n'est pas une revalorisation : la FSU-SNUipp dénonce la logique du travailler plus pour gagner plus.

Malgré le rappel de toute la liste complémentaire et le recrutement de 56 contractuels dans le Calvados pour la rentrée 2023, le manque de personnel entraîne la crise du remplacement qui s'est installée ces dernières années. Elle touche toutes les écoles et impacte les conditions d'apprentissage des élèves et de travail des personnels. Sur les 8 postes de brigades supplémentaires créés dans notre département pour la rentrée, certains sont déjà positionnés sur des morceaux de postes fractionnés non pourvus. Contrairement aux annonces du ministre, il n'y aura pas un enseignant devant chaque classe.

Du côté de l'inclusion les difficultés demeurent : le manque de places dans les structures adaptées, le manque d'AESH, le manque de RASED ... L'inclusion des élèves se fait en marche forcée quitte à désorganiser l'enseignement. Les équipes pédago-

giques sont démunies pour répondre aux besoins des élèves. Là aussi des moyens et une autre ambition sont nécessaires.

Les personnels AESH sont dits essentiels mais ne sont toujours pas reconnus : le Ministère fait le choix de les maintenir dans la précarité, ils et elles subissent un temps de travail incomplet imposé, des conditions de travail difficiles encore aggravées depuis les PIALs et des salaires extrêmement bas, au minimum de la Fonction Publique.

Depuis près de 20 ans, l'école française subit une aggravation des inégalités scolaires et du poids des déterminismes sociaux dans la réussite scolaire. Le sous-investissement chronique et les politiques éducatives menées, avec en particulier le resserrement sur les fameux fondamentaux, laissent craindre des effets durables dans la scolarité des élèves, particulièrement pour ceux issus des classes populaires.

Pour la FSU-SNUipp, transformer l'école nécessite des effectifs réduits dans toutes les classes, des AESH suffisamment nombreux pour accompagner tous les élèves qui devraient l'être, plus de moyens en remplacement, une formation initiale et continue à la hauteur des enjeux et davantage de temps dévolu aux équipes pour la concertation au bénéfice de la prise en compte des besoins des élèves .

**Aude Gautier** 

# Second degré : LA RENTRÉE DE TOUTES LES ABSENCES

oin du plan de communication péniblement déroulé par le ministère, la promesse d'un·e enseignant e devant chaque classe n'a pas été tenue, tant la profession peine à attirer. Dès la rentrée, bon nombre d'élèves manguaient déjà là d'un e professeur·e de mathématiques, ici d'un e professeur e d'anglais. Dans beaucoup d'établissements. on manque aussi, d'AED, de psyEN et de personnels administratifs. Ainsi, en Normandie, dans un établissement sur deux, il manquait au moins un e enseignant e au 4 septembre. La plupart des collègues, TZR ou non-titulaires,

étant déjà affectés en cette rentrée, il y a fort à parier que d'ici quelques semaines, les collègues absents ne seront pas remplacés!

Cette rentrée voit aussi se multiplier les pressions en tout genre dans les établissements. Puisque le pacte est massivement rejeté par les enseignants, aux alentours de 10 % des briques prises (donc bien loin de l'objectif de 30 % claironné en juin dernier), on observe non seulement de fortes incitations à le signer, mais aussi tout un tas de manœuvres parfois nonréglementaires pour empêcher les collègues de partir en formation, pour contraindre les sorties sco-

laires, pour imposer des remplacements de courte durée à celles et ceux qui refusent de signer le pacte.

Malgré les promesses de la rectrice en début de mois, cette rentrée a vu aussi de scandaleuses absences de rémunérations de certains personnels non-titulaires ces derniers jours, plongeant certains d'entre eux dans de grandes difficultés.

Pour tous ces sujets, les syndicats de la FSU ont immédiatement réagi et proposé aide et outils. N'hésitez pas à les contacter!

**Bertrand BUFFETTI** 

**Octobre** 2023



Fédération Syndicale Unitaire

Section Fédérale des Retraités

Retraites, pouvoir d'achat, santé, services publics ...

# retraité·es à l'offensive!

mouvement social de très grande ampleur opposé à la contre -réforme des retraites n'a pu être contourné pour l'heure que par les multiples tours de passe-passe institutionnels.

Du fait de la dégradation des conditions de travail, de la perte du sens des métiers pour nombre de salarié·es, l'attention s'est focalisée pendant la bataille du premier semestre sur le report de l'âge de départ, moins sur les conditions de vie à la retraite.

Il appartient donc au syndicalisme retraité de s'emparer des préoccupations des retraité·es et d'exprimer leurs exigences en lien avec les autres composantes du monde du travail.

La pauvreté s'étend dans la population pendant que les privilégié·es de la fortune choyé·es par le pouvoir accumulent de gigantesques profits. Ce ne sont pas les 5,2% d'augmentation des pensions endeçà de l'inflation qui vont améliorer notre pouvoir d'achat. Bien au contraire!

L'accès aux soins continue de se dégrader alors que les premières informations sur le projet de loi de financement de la Sécurité Sociale et le projet de budget confirment l'amplification des reculs.

Et le gouvernement s'apprête de nouveau à recourir au 49.3!

Avec le projet gouvernemental sur la protection sociale complémentaire d'Etat, quels que soient les choix personnels opérés, dans tous les cas, le coût de l'accès aux soins des fonctionnaires à la retraite va brutalement s'alourdir. Tout indique qu'elles et ils seront poussé·es à limiter leur couverture, et ce d'autant plus que leurs pensions seront faibles.

Tous les ingrédients de la contestation des choix gouvernementaux sont là. Les appels à l'action unitaire invitent à une participation forte des retraité·es aux mobilisations. En cet automne, les revendications sont unifiantes.

Alors, on y va!

# EN BREF



# Faisons nous entendre les 13 et 24 octobre 2023!

À l'initiative de la CES (Confédération Européenne des Syndicats) l'ensemble des travailleurs et des travailleuses d'Europe sont appelé es à se mobiliser le 13 octobre 2023 contre l'austérité, pour les salaires, les pensions et l'égalité hommes/ femmes.

A l'appel du G9, les retraité es se mobiliseront le 24 octobre pour «+ 10% d'augmentation immédiate de nos retraites et pensions ».

Protection Sociale Complémentaire de la Fonction Publique:

page 4 : des précisions utiles pour dissiper les nappes de brouillard!

Dans ce numéro :	
Pouvoir d'achat : avec le G9	P4
Accéder aux soins; autonomie	P5
PSC danger; services publics	P6



# Mardi 24 octobre - Caen - Place Bouchard - 10H30

# Retraité·es : le 24 octobre, mobilisons large!

Le pouvoir d'achat est la première préoccupation pour 48% des Français. Un suiet d'inquiétude qui ne cesse de s'amplifier depuis 2022. Les retraité·es, malmené es par la forte inflation, n'ont rien vu venir pour soutenir le pouvoir d'achat de leurs pensions que 2023 aura de nouveau sévèrement rongé, portant fin août le niveau des pertes subies depuis 2017 à + 9,6 %!

Les alertes des associations de soutien aux plus démuni·es n'ont pas eu de résonance auprès d'un gouvernement plus préoccupé à protéger et accroître la profitabilité et la rentabilité financière qu'à répondre aux besoins urgents, aux souffrances, à la mal vie qui s'expriment.

# + 5,2% au 1er janvier 2024 pour les pensions

L'annonce précoce du gouvernement a de quoi surprendre quand ses propres critères de calcul reposent sur l'évolution de la hausse des prix entre décembre 22 et novembre 23!

Fin août, on en était déià à 5,35 % sans compter les mois de septembre et octobre (cf tract du G9). Le gouvernement ne respecte pas la loi qui indexe les pensions sur l'inflation. Si la volonté d'amoindrir la participation des retraité·es aux actions des 13 et 24 octobre fait peu de

doute, la décision gouvernementale acte une nouvelle perte de pouvoir d'achat des pensions et néglige les pertes subies tout au long de cette année.

De plus, elle ignore les pertes antérieures et le fait que les retraité·es sont l'ensemble dans plus soumis es aux consommations fort taux inflationniste du moment!

Rappelons les niveaux hausses sur les 8 premiers mois alimentation +11,1%, produits frais + 9,1%, énergie + 6,8% avec de sombres perspectives pour 2024...

+10% tout de suite! au cœur des rassemblements du 24 octobre

À l'appel du groupe des 9, partout en France, se tiendront devant les préfectures et Matignon des rassemblements et manifestations pour exiger l'augmentation des pensions : +10% tout de

suite pour toutes et

tous!

« En un an en France,

le nombre de personnes

détenant plus d'un

million de dollars est en

hausse de 25 %, tandis

que la richesse des

ménages a reculé de 3,8

% en termes

réels. » (G9)

Ces rassemblements. pour être une caisse de résonance forte au moment des choix budgétaires, doivent connaître une participation nombreuse des retraité·es, audelà du cercle mili-Développons tant. des campagnes de signatures sur marchés, les lieux de rencontre. élargissons l'unité en sollicitant les autres organi-

sations syndicales et associatives, veillons à l'écho médiatique.

La carte pétition qui circule depuis juillet a déjà recueilli près de 30 000 signatures. Elle est accessible en ligne :

https://chnq.it/DWNh5nnd88



Banderolle du Calvados



# Gagner l'accès aux soins, partout, pour toutes et tous!

Lors des journées de Lure (70), organisées par le Nouvel Elan pour les Services publics, il avait été convenu, entre autres décisions, d'engager une campagne sur le PLFSS (projet de loi de financement de la Sécurité sociale) 2024 avec notamment une pétition.

Un certain nombre de contributions ont permis d'écrire un texte, revendiquant un budget de la Sécu à hauteur des besoins de la population pour :

- la branche maladie, avec un rattrapage pour le service public
- la branche autonomie, avec le vote d'une loi « Grand âge » sans cesse reportée

la branche famille, avec l'augmentation des prestations tenant compte des hausses de prix (alimentation et énergie particulièrement)

les accidents et maladies

du travail, avec un plan santé au travail

les retraites, avec une augmentation immédiate des pensions de 10% Tous les renseignements

https://www.convergence -sp.fr/petition-plfss-2024/

sur le site :

Le texte a été largement diffusé, mis sur le site de la Convergence, et rendu public le 11 septembre avec une première liste de signataires : personnalités du monde de la santé, militants d'organisations syndicales et politiques, d'associations.

> Plus de 100 organisations et 75 personnalités l'ont déjà signé.

Il faut maintenant amplifier la campagne : il dépend de chacun d'entre nous de faire connaître, et faire signer la pétition autour de soi, dans ses réseaux.

# Prise en charge de la perte d'autonomie

La loi de « la société du bien vieillir » est reportée! Une fois de plus, retraité.es et personnes âgées sont considéré.es comme des citoyen.es de seconde zone.

Le reste à charge est insupportable pour les personnes en perte d'autonomie. Le rapport de la députée socialiste Christine Pires Beaune vise à répondre à cette question.

« L'argent public est utilisé à mauvais escient », déclare le rapport. Ainsi, les propositions s'appuient sur un redéploiement des financements et sur la contribution des fa-

milles et des résident.es: obligation alimentaire pour toutes les familles et prélèvement sur succession. Les dispositifs seraient fondus dans une allocation unique affectée selon les (patrimoine y compris)\*. Les pistes du rapport Vachey (2020), notamment celle de la réduction de l'abattement de 10% pour le calcul de l'impôt sur le revenu des retraité-e-s, complèteraient les ressources.

Le champ du domicile et du service public territorial de l'autonomie\*\* serait confié aux départements et la gestion des établissements aux ARS. « La réforme peut être mise en place à périmètre constant; il est légitime que les familles concèdent un effort », conclut la députée.

Ce projet n'est pas acceptable.

Seuls une loi « grand âge » de programmation et de financement et un service public national peuvent répondre à l'urgence.

\*Allocation universelle solidaire d'autonomie en établissement :

AUSAE

\*\* A construire.



# Protection Sociale Complémentaire

# **BROUILLARD!**



La période estivale a accéléré la dégradation du système de soins. Les retraité es subissent tout particulièrement le résultat de ces politiques qui affaiblissent la Sécurité Sociale.

Pour les retraité·es, la cotisation de base prévue pour la PSC de l'Etat resterait à un niveau inacceptable : dès la seconde année, elle s'élèverait à 125% de la cotisation d'équilibre des actives et actifs, puis à 150% les troisième et quatrième année, pour passer à 175 % après 5 ans de retraite. De plus, cette progressivité de l'adhésion ne serait acceptée que pour celles et ceux qui arriveront en retraite après la signature du contrat et diviserait de surcroit les retraité.es entre eux.

Le contrat prévoyance, enjeu vital pour les actives/actifs constitue le second volet des négociations. Il n'est pas satisfaisant et n'est qu'une partie de l'enjeu des négociations.

La Protection Sociale Complémentaire de la Fonction Publique éloigne la perspective d'une reconstruction du système solidaire qu'est la Sécu. Par de multiples décisions, le gouvernement continue de séparer la situation des personnes à la retraite de la situation de celles qui sont en activité. Tous les ministères ne seraient pas logés à la même enseigne et n'offriraient pas les mêmes prestations : le ministère du Travail n'en est qu'à l'accord de méthode, celui de l'agriculture n'avance pas non plus, c'est mieux à la territoriale. (voir cicontre)

Le « 100% sécu des soins prescrits », garant de solidarité, d'universalisme, de démocratie est le seul outil capable d'apporter la réponse aux besoins de l'ensemble de la population hors de toute logique marchande et de concurrence.

Le 100% sécu devient alors un objectif réaliste, indispensable pour assurer l'égalité dans l'accès aux soins de toutes et tous quels que soient l'âge et la situation.



#### Dans la territoriale

Pour les agents de la Fonction Publique Territoriale, les négociations vont plus loin que dans les autres ministères. La multiplicité des collectivités territoriales avait besoin d'un cadre négocié unifiant. L'ordonnance de juillet 2021 prévoyait déjà une obligation de participation de l'employeur de 50 % pour la santé et de 20 % pour la prévoyance pour tous les aoents.

En juillet 2023, l'accord sur la prévoyance est passé à 50 %. Les propos tenus en négociation donnaient la même couverture minimale et la même participation employeur plancher aux retraité-es. C'est avéré, l'Etat est un mauvais employeur.

#### Au Ministère de l'Agriculture et de la souveraineté alimentaire

Tout agent devra obligatoirement adhérer à la PSC au ler janvier 2025. La négociation se fait autour de 3 options de 10 à 35  $\epsilon$ uros, voire 40  $\epsilon$ uros, sachant que l'employeur n'abondera que 5  $\epsilon$ uros. La Commission Paritaire de Pilotage et de Suivi devrait se mettre en place bientôt, mais le nombre de titulaires par organisations syndicales pose problème.

#### Au Ministère du travail

La "négociation" sur la réforme de la PSC est lancée et 4 réunions sont programmées. Elle aura lieu conjointement dans les trois ministères sociaux. Au travail l'invitation censée être adressée aux négociateurs syndicaux a été adressée à des individus et pas aux organisations syndicales en tant que telles. La première réunion a eu lieu le 7 septembre et s'est bornée à aborder l'accord de méthode. La prochaine réunion est prévue le 14 octobre.

# Un "collectif" pour nos services publics

Composé de fonctionnaires, d'agents des services publics et de la Sécurité sociale, ce collectif est un lieu d'échange, de réflexion et de partage d'expériences. Son objectif : rompre avec la conception gestionnaire dominante qui n'aborde les services publics qu'à travers la dépense, et propose de renverser l'analyse en partant des besoins sociaux, et du décalage croissant avec les politiques publiques.

Le collectif vient de publier un rapport sur l'état des services publics, œuvre collective d'agents publics de terrain, de chercheurs et chercheuses, de cadres d'administration, de citoyennes et de citoyens.

Il traite les transformations structurantes des services publics de santé, d'éducation, de transport, de justice et de sécurité, leur fonctionnement et leur financement, sur le temps long (les dix à quarante dernières années).

Le rapport est accessible sur nosservicespublics.fr.



sa.org

# Vigilances et initiatives syndicales antifascistes : plus que jamais d'actualité

e collectif VISA Calvados, auquel appartiennent la CGT, Solidaires et la FSU, poursuit son activité cette année contre les idées d'extrême-droite et les discriminations. Le 14 novembre, VISA14 animera un stage de formation syndicale à Lisieux, ouvert à toutes et tous sur inscription auprès de la FSU14 (par mail). Par ailleurs, le vendredi 8 décembre prochain aura lieu une soirée de présentation autour de la nouvelle brochure VISA "S'armer contre l'extrême-droite - tome 2".

Face aux risques:

- de ruissellement accru des idées fascistes dans le débat politique,
- de focalisation médiatique sur les thèmes chers à l'extrême droite.
- d'une nouvelle progression du FN/RN aux prochaines élections.
- d'une montée régulière des violences de l'extrême droite

les militant.es de VISA ont compilé les agissements et les votes des député.es FN/RN pour démontrer une fois de plus leur imposture sociale. Dans cette brochure de 120 pages vendue 3 € (tarifs dégressifs pour les grosses commandes), les violences provoquées par l'extrême droite sont également listées et dénoncées.

La dynamique intersyndicale de lutte contre le racisme et les discriminations a besoin de militantes et de militants : notre collectif d'animation VISA14, qui se réunit environ une fois par mois à la maison des syndicats, est ouvert à l'ensemble de nos membres des différents syndicats de la FSU. Par ailleurs, nous nous tenons à disposition pour toute demande d'intervention ou besoin de formation sur ces questions au sein des établissements publics.

Ivan YGOUF



### Mal payés, peu formés, les AESH corvéables disent leur ras'l'bol! Une 1ère journée d'action le 3 octobre dernier.

Les 7 organisations syndicales du Calvados ont appelé à un rassemblement devant la DSDEN, avec une demande d'audience qui n'aura lieu que 13 jours plus tard. Plus de 75 AESH ont pu répondre présents (principalement des AESH proche de Caen) durant presque 2h, soit plus de 6 % des AESH du Calvados, sans compter les AESH grévistes qui n'avaient pas les moyens de se déplacer jusqu'à Hérouville-St-Clair, complètement désabusés par leurs conditions de travail qui se sont encore plus dégradées depuis 2 ans et une série de démission pour cause de la mutualisation à gogo à

# Toujours en COLÈRE, encore en GRÈVE

cause du PIAL.

Du chiffre, du chiffre et encore du chiffre!

Il faut augmenter le pourcentage d'élèves accompagnés sans dire qu'ils ne le sont que 3 ou 4 heures par semaine au lieu des 12 ou 24 heures nécessaires à une vraie école de l'inclusion. Une AESH pour 2 élèves est beaucoup moins rentable qu'une AESH pour 6 ou 7 enfants.

Voici la vraie politique inclusive d'un Président de la République qui disait en 2017, puis 2022 que l'inclusion est UNE de ses priorités. Oui davavantage d'élèves sont accompagnés MAIS quantité et qualité sont deux choses différentes!

Un Élève en Situation de Handicap devrait avoir les MÊMES DROITS et MOYENS qu'un Élève sans difficulté scolaire pour l'ÉGALITÉ aux savoirs et à l'apprentissage. ÉGALITÉ, un aussi beau mot qui s'affiche sur les murs de nos écoles, de nos mairies et de tout

autre bâtiment public aux côtés de LIBERTÉ et FRATERNITÉ.

Les AESH sont toutes et tous d'accord avec cette vision de leur rôle auprès de leurs élèves dans l'Éducation Nationale, c'est pourquoi le mardi 3 octobre, ils et elles ont réaffirmé leur volonté d'exiger :

- la création d'un véritable statut de la Fonction publique d'État, de catégorie B, pour reconnaître le métier d'AESH;
- l'augmentation réelle et significative des rémunérations de toutes et tous sur toute la carrière ;
- la garantie de pouvoir travailler à temps complet sur la base d'un accompagnement élève 24 heures par semaine;
- l'abandon des PIAL et de la politique de mutualisation des moyens ;
- l'abandon du projet de fusion AED et AESH en ARE.

Guillaume Crochez





# TRANSITION ÉCOLOGIQUE

STAGE **FSU** NORMANDIE

# 27 NOVEMBRE

Salle de conférence de la Maison de l'université de Rouen, 3 pl. E. Blondel, MONT-SAINT-AIGNAN



